



SOLIDAIRES Finances

CDFP - Local Syndical - 6 Allée de la Mixité - 77567 LIEUSAIN Cedex
tél : 06 58 63 21 24

DECLARATION LIMINAIRE

MELUN, le 5 février 2016

M. le Président

Une nouvelle année commence. Certes la période des vœux est terminée mais espérons cependant, que l'année 2016 sera bien meilleure que 2015 qui restera tristement gravée dans nos mémoires.

Dans la Fonction Publique, dans notre ministère, ce début d'année sera marqué par la mobilisation des agents. A la Douane, comme à la DGFIP, les agents aspirent à de réels changements pour mieux servir les administrés, mieux les protéger, mieux lutter contre les trafics et les fraudes, ... Les agents aspirent également à travailler dans de bonnes conditions et être reconnus pleinement dans leur rôle de fonctionnaire, plutôt que comme un coût, voire, ... un gaspillage.

Le 26 janvier, les agents se sont mobilisés pour que cesse la dégradation de leur conditions de travail, ce qui passe nécessairement par plus d'emplois et de postes. Ils se sont également mobilisés pour une hausse significative de leur rémunération qu'ils n'ont pas connue depuis 2010. Ce ne sont pas les mesures largement insuffisantes imposées par le 1er Ministre malgré le désaccord des syndicats représentant une majorité de fonctionnaires, qui peuvent nous satisfaire. La Ministre de la Fonction Publique en est-elle consciente ? Toujours est-il qu'elle est tellement excessive dans son message publié sur les sites respectifs de nos administrations que ses propos en deviennent même insignifiants, ... comme les mesures prises.

Les agents de la DGFIP se sont également illustrés durant tout ce mois de janvier. Certes les CTL constituaient une occasion de marquer le mécontentement mais la mobilisation du 26 janvier avec le ¼ des agents en grève confirme, si vous en doutiez, le gros malaise désormais ancré. Comme en témoignent les agents de VIERZON, dans le Cher, en grève depuis le 19 janvier pour réclamer les moyens de remplir leurs missions, comme en témoignent les agents de THIERS, dans l'Allier, mobilisés également pour des moyens à la hauteur de leurs missions. A la DDFIP 77, vous avez entendu, lors du dernier CTL, les doléances des agents qui ont exprimé leurs difficultés quotidiennes : de l'absence de considération liée à l'insuffisance de dialogue, jusqu'aux problèmes techniques alors que la DGFIP et la DDFIP ne parlent que de dématérialisation, en passant par la frustration de bâcler son travail, et donc la qualité du service public, tout les maux y ont été évoqués. Ils ont confirmé leur mal être le 26 janvier avec un taux de grévistes pas vu depuis longtemps.

Sachez, M le Président, qu'ils luttent pour remplir leur missions correctement et dans de bonnes conditions, ce qui témoigne, à nos yeux, d'une belle conscience professionnelle. Ils n'ont le soutien ni du gouvernement (à l'image des couacs successifs), ni de leur administration qui charge continuellement les services, et donc les agents, avec moins de moyens.

Pour revenir à ce CHSCT, nous nous retrouvons donc aujourd'hui pour le 1er de l'année. Solidaires Finances réitère et insiste pour que cette instance permette d'éclairer, du point de vu de la sécurité des agents et de leurs conditions de travail, les conséquences des différents projets voulus par nos administrations locales. Nous savons que d'importants bouleversements percuteront les services et les agents et Solidaires Finances demandent donc que les CHSCT se réunissent avant, et nous insistons sur ce mot, avant que tout projet ne soit validé en Comité Technique Local.

Concernant l'ordre du jour, les représentants des personnels seront confrontés à la même problématique qu'à la dernière séance. Les budgets ne sont pas encore alloués et s'agissant de Solidaires Finances, nous espérons fortement qu'il sera à la hauteur des besoins des agents, et surtout pas à la baisse. Toutefois, nous réitérerons le même exercice qu'au 15 décembre en votant des projets de dépenses et Solidaires Finances demande à ce qu'ils soient lancés dès que le budget sera alloué. Pour certains projets de dépenses, Solidaires Finances demande qu'une visibilité nous soit apportée, notamment sur la pérennité des sites. Enfin, Solidaires Finances n'ayant pas connaissance de l'enveloppe budgétaire pour ce CHSCT, ne pourra pas se prononcer sur certains des projets. Il se réserve éventuellement la possibilité de demander la tenue d'un CHSCT afin qu'un maximum de projets de dépenses soit lancé le plus rapidement possible.

Nous remercions Monsieur le Directeur Régional de la Douane de nous tenir informer de 2 projets : l'un immobilier, l'autre sur les risques psychosociaux enfin, la « démarche Bien-Etre au travail », joliment dit mais il serait déjà bon de commencer par arrêter la dégradation des conditions de travail.

Sur le premier point, vous transformez un appartement en bureau. Si cette perspective permet d'améliorer les conditions de travail des agents (plus d'espace, un environnement plus agréable, ...), Solidaires Finances ne peut qu'approuver. En revanche, si cette transformation permet une rationalisation d'implantations des services douaniers voulue par la politique immobilière de l'État, Solidaires Finances ne peut que dénoncer la perte de services de proximité auquel les usagers sont attachés. Solidaires Finances estime que la proximité avec nos administrés est un facteur de cohésion sociale et d'appartenance à une nation. Cette cohésion sociale est particulièrement mise en cause tant par des actes odieux que par des propos anti fonctionnaires insupportables. L'acceptation du niveau de notre fiscalité ou des contrôles répressifs (routiers, des marchandises, fiscaux, ...) passe par la qualité et l'accessibilité de nos administrations.

Sur le deuxième point, Solidaires Finances espère que cette perspective ne constitue pas une opération de communication de la Douane pour afficher qu'ils se préoccupent du « bien-être » des agents. La démarche que vous envisagez doit servir les agents et doit être l'occasion d'un réel dialogue social et professionnel au sein de votre direction. Et surtout, que cette démarche soit suivie d'effets concrets pour les agents ! Solidaires Finances, avec Solidaires Finances Publiques, a connu un projet similaire au sein de la DDFIP 77 qui s'est conclu par un guide, le guide contre les risques psychosociaux. Même si nous ne partageons pas toutes les préconisations, nous avons surtout dénoncé que ce guide s'avère au fil du temps, qu'un florilège de vœux pieux.

Enfin, 1er CHSCT de l'année, les bilans des actions de 2015 sont à l'ordre du jour.

Nous reviendront sur chacun d'entr'eux durant la réunion. Cependant Solidaires Finances demande à chaque administration de veiller à la mise en oeuvre des actions décidées par le CHSCT. Cela vaut pour les exercices d'évacuation, comme pour la possibilité pour les agents d'accéder aux formations sans que la contrainte de service leur soit opposée. Avec des moyens humains en constante baisse, cette perspective est de plus en plus probable.

Concernant le budget, nous nous félicitons de l'utilisation de l'ensemble des crédits permise par la bonne articulation de l'ensemble des chaines de travail (BIL, assistant de prévention, ISST, secrétaire administrative et syndical, ... et représentants des personnels). Solidaires Finances note également la faiblesse des intérêts moratoires qui doivent à l'avenir disparaître totalement.

Enfin, Solidaires Finances souhaite aborder en question diverse, la question de la sécurité, en particulier lié au prolongement de l'État d'urgence.

Pour conclure, Solidaires Finances, avec tous les syndicats qui y sont membres, entame cette nouvelle année avec la ferme volonté d'améliorer le service public et le sort des agents. Il le fera par la mobilisation si nécessaire, il le fera dans toutes les instances, quel que soit l'instance.

Nous ne lâcherons rien.